

AUGUSTIN D'HUMIÈRES "L'ÉCOLE, L'ÉTRANGE DÉFAITE QUE NOUS NE VOULONS PAS VOIR"

Dans un essai incisif et plein de rage, Augustin d'Humières défend les professeurs et pointe la responsabilité de la rue de Grenelle « qui dénature complètement les idéaux de l'école républicaine ».

PROPOS RECUEILLIS PAR
VINCENT TRÉMOLET DE VILLERS

L'enseignement est un sport de combat. Augustin d'Humières, professeur de latin-grec depuis vingt ans, ne se bat pas contre ses élèves, qui conservent une extraordinaire soif d'apprendre, mais contre les directives du ministère, les expérimentations des pédagogues, les décisions inconséquentes des ministres. Dans sa classe, il continue à enseigner Homère et Villon, Sénèque et Proust, ces textes qui, dit-il, sont notre trésor, « notre pétrole ». Après l'école, il poursuit sa tâche au sein de l'association Métis, où d'anciens élèves viennent donner des cours de soutien. Sept ans après *Homère et Shakespeare en banlieue* (Grasset), où il racontait comment il avait fait d'un lycée déshérité une place forte des langues anciennes, il publie *Un petit fonctionnaire* (Grasset), essai cinglant sur un système éducatif où le mensonge règne en maître, où tout semble normal, mais où plus rien ne fonctionne. Une colère juste, vive et courageuse.

Pourquoi ce nouveau livre ?

PC'était juste après les attentats de janvier 2015. Des professeurs d'un lycée d'Aubervilliers avaient publié une tribune qui s'achevait par ces mots : « Nous sommes les parents de trois assassins. » Mon attention a été attirée par le fait que ces jeunes Français radicalisés avaient passé dix fois plus de temps sur les bancs de l'école républicaine que dans un lieu supposé de radicalisation. D'où cette phrase mémorable, entendue les soirs d'attentats : « Il semble qu'il se soit radicalisé très rapidement. » Et je me suis demandé quelles armes nous avons données, quelles armes l'école a transmises à ces jeunes Français pour se défendre face aux puissances qui les instrumentalisent et les utilisent à des fins criminelles. Une langue ? Des textes ? Des combats ? Des dates ? Des mots ? Pour que tant de jeunes Français soient réceptifs à des discours aussi violents, aussi rudimentaires, aussi désespérés, il faut d'abord qu'ils soient complètement démunis, sans aucun moyen de défense. Ce travail de sape

se fait à l'école. Par ses programmes, par les consignes données, par les horaires proposés, par le mode de recrutement de ses enseignants, par la part faite au projet et à l'expérimentation hasardeuse, un système s'est construit, qui vise à n'apprendre rien de précis, qui exacerbe les rancœurs et les colères par le décalage entre ce qu'il prétend être et la réalité de ce qu'il est.

Dans la première scène du livre, un historien américain demande justement des comptes à un enseignant. Avez-vous en tant qu'enseignant un sentiment de culpabilité ?

Qu'un certain nombre des maux que connaît aujourd'hui la société française soit directement lié à l'effondrement de son école me paraît relever de l'évidence. Faut-il pour autant s'en prendre au professeur qui bataille dans sa salle de classe chaque matin, qui compose avec les réformes que les gouvernements successifs lui imposent, avec un cadre qui rend très difficile toute transmission ? La responsabilité d'un chef d'Etat qui choisit non sans cynisme de nommer Rue de Grenelle des personnalités dont il sait pertinemment qu'elles ne connaissent quasi rien à des dossiers dont dépend l'avenir de milliers d'enfants qui n'ont que l'école pour s'en sortir, la responsabilité de hauts fonctionnaires du ministère qui « valident » des réformes détruisant tout ce qu'ils seraient censés défendre, la responsabilité de syndicats puissants qui ont pour unique objectif de préserver leur pouvoir, toutes ces responsabilités apparaissent nettement plus engagées que celle des professeurs ! Si le système ne s'est pas encore totalement effondré, c'est à cause de professeurs qui résistent dans leur salle de classe.

Pensez-vous que les langues anciennes immunisent contre les tentatives d'embrigadement ?

Ceux qui travaillent à éliminer le grec et le latin de l'école publique les ont rendus indispensables. Une part très importante des élèves quitte l'école sans maîtriser le français ? Les langues anciennes sont là pour rappeler l'histoire des mots, la raison de leur orthographe, la façon dont leur sens évolue au cours des siècles. Les élèves peinent en langues vivantes ? Les langues anciennes viennent rappeler les étymologies communes à ces différentes langues. Et puis, les langues anciennes permettent d'aborder de façon apaisée des thématiques importantes, celles de la citoyenneté, de la religion. A la lecture des passages de l'*Odyssée*, les élèves sont parfois un peu sceptiques et goguenards devant ces hécatombes sacrifiées à Apollon, ces dieux qui interviennent dans la vie des héros. « Mais ils y croyaient vraiment, m'sieur ? » Je ne manque pas l'occasion de rappeler qu'un esprit non prévenu pourrait se présenter à eux, après avoir pris connaissance de leurs pratiques religieuses, pour leur demander : « Non mais sérieusement, qu'est-ce que c'est que ces pratiques invraisemblables ? Vous y croyez vraiment ? »



ERIK GUYAULT POUR LE FIGARO MAGAZINE

AUGUSTIN D'HUMIÈRES L'ÉCOLE, L'ÉTRANGE DÉFAITE QUE NOUS NE VOULONS PAS VOIR

← Quel regard portez-vous sur la dernière réforme du collège ?

Je la perçois à travers ce qu'en ont vécu les professeurs de collège. Beaucoup s'étaient battus pendant des années dans leur établissement pour développer et enraciner la pratique du grec et du latin, souvent seuls, face à un public qui n'avait pas connaissance de ces matières. C'est tout leur travail qui s'est trouvé rayé d'un trait de plume par cette réforme. Comme si la tâche des professeurs de collège n'était pas assez lourde, cette réforme les a contraints à une multiplicité de réunions creuses et chronophages, qui ont un peu plus compliqué leur travail. C'est une réforme mensongère, qui désignait le grec et le latin comme des « *matières élitistes* » alors que chacun sait que les « *bons établissements* » mettent bien plus en avant leurs classes bi-lingues, le chinois ou le japonais, voire l'option cinéma. La résistance à cette réforme est surtout venue de la société civile.

A propos de résistance, celle de la Seconde Guerre mondiale est une référence qui surplombe tout votre ouvrage...

Je ne cours pas après les parallèles avec cette époque. Je crois qu'il est surtout important d'écouter ceux qui ont vécu cette période, plutôt que laisser la place aux anathèmes lapidaires de ceux qui sont arrivés après. Mais aujourd'hui, chacun y va de sa référence à la période : la menace djihadiste serait celle d'un « *islamo-fascisme* », face auquel nous devrions « *entrer en résistance* » car nous serions « *en guerre* ». Alors, si l'on veut forcer la comparaison, allons-y. Deux phrases me semblent résumer l'opprobre qui pèse sur ces années noires, que la France a vécues pendant la guerre : « *On ne savait pas* » et « *Faire comme si tout était normal, comme si la vie continuait* ».

Il m'a semblé que ces phrases s'appliquaient particulièrement bien au contexte que nous vivons aujourd'hui : les attentats que connaît la France trouveraient donc leur explication à 4 000 kilomètres de chez nous, et c'est en lâchant quelques bombes au milieu de la Mésopotamie qu'on viendrait à bout de ce terrorisme. Que des Etats voyous soutiennent le terrorisme, c'est un fait avéré, et « l'Etat islamique » n'est pas le seul. Mais il y a une gigantesque hypocrisie à considérer que l'essentiel du problème se joue là-bas, quand il se trouve en France, sous nos yeux. Et nous faisons, nous aussi, comme si tout était normal. Plutôt que de s'engager dans des interventions hasardeuses, il convient d'abord de se demander pourquoi ces Etats parviennent à recruter aussi facilement de jeunes Français pour leurs actions terroristes, pourquoi ces derniers sont aussi manipulables et réceptifs à ces discours. C'est la seule question qui doit nous occuper aujourd'hui.

Le titre que vous avez choisi, *Un petit fonctionnaire*, est-il une référence à ces années 1939-1945 où l'on a dit que certains « *petits fonctionnaires* » avaient simplement « *fait leur boulot* » ?

Oui, nous ne devons pas perdre de vue que nous sommes acteurs d'un système éducatif qui dénature complètement les idéaux de l'école républicaine, creuse les inégalités,

D'aucuns ont
du pétrole
dans leur sous-sol ;
nous, nous avons
des textes et des
auteurs. Alors,
n'incendions pas
nos puits
de pétrole !

favorise la réussite du plus fort, et ne transmet plus rien de la France, de sa langue, de ses textes, de ses combats.

La crainte qu'une autre culture, la culture arabo-musulmane, s'installe dans certains quartiers de France se développe. Avez-vous constaté ce phénomène ?

J'ai constaté un certain nombre d'évolutions dans le quartier dans lequel je travaille depuis 1995 : il y a vingt ans, la mère de famille qui portait le hijab était une exception, aujourd'hui, c'est celle qui ne le porte pas qui est l'exception. Il y a vingt ans, la question des interdits alimentaires ne se posait que marginalement, aujourd'hui elle est omniprésente. Mais s'il faut en tirer une conclusion, c'est que la nature a horreur du vide. Que transmettons-nous à ces enfants ? Une école de l'égalité des chances ? Qui oserait le prétendre ? Que devant ce néant ces familles aient tendance à se replier prudemment sur des traditions multiséculaires, cela n'a rien qui soit pour surprendre, et la communauté musulmane de France n'est pas la seule guettée par le repli sur soi. Alors oui, ce repli est sûrement instrumentalisé par des puissances hostiles qui constituent un danger pour notre pays. Mais il est commode d'invoquer la sécession d'une partie de la population. C'est d'abord l'école et ses exigences qui ont déserté le terrain. De ce que je peux constater au quotidien, une grande majorité de ces familles attendent quelque chose de l'école, elles continuent à voir l'école comme une chance pour leur enfant. Alors, faisons en sorte que notre école remplisse enfin les mis-

sions qui sont les siennes, plutôt que de regarder ces familles, alarmés, en s'écriant : « *Mon Dieu, ils sont musulmans ! Comment peut-on être musulman ?* »

Etes-vous dans une rupture assumée avec le ministère et ses théories ?

Tout professeur qui se veut tant soit peu fidèle aux missions qui sont les siennes est forcément, d'une façon ou d'une autre, en rupture avec un système injuste, inégalitaire et absurde.

L'école est pour l'instant absente de la campagne...

Oui, mais c'est au profit de questions majeures pour l'avenir de la France comme celle du statut des assistants parlementaires ou des perturbateurs endocriniens.

Que pensez-vous de la numérisation de l'enseignement ?

Le numérique représente dans bien des domaines une opportunité exceptionnelle, encore faut-il que nous formions des élèves qui soient en capacité de saisir cette opportunité. La numérisation de l'enseignement est un parfait exemple de la façon hasardeuse dont se décident les choix éducatifs. Les moyens déployés sont gigantesques (un plan de un milliard d'euros) pour équiper chaque établissement d'une armada de tablettes et de tableaux numériques, et pourtant, à l'heure actuelle, aucune enquête ne démontre qu'un enfant apprend mieux avec le numérique. Les quelques enquêtes que nous avons tendent même à prouver le contraire. Je mesure chaque jour les dégâts que peut produire une addiction aux écrans : des élèves incapables de rester dix minutes sans jeter un coup d'oeil à leur téléphone, une déconcentration endémique, pour ne pas

FACE AU DJIHADISME, LE RETOUR DU SOLDAT

parler du déferlement d'images violentes qui ne contribue pas peu à les perturber. Sans doute faudra-t-il attendre quelques catastrophes supplémentaires pour apprécier à leur juste mesure ces dangers et comprendre pourquoi les ingénieurs d'Apple ont veillé scrupuleusement à bannir de l'école de leur enfant tout ce qui ressemble à un écran.

Votre ouvrage est traversé par une certaine mélancolie, et une forme de rage. Avez-vous parfois le sentiment d'être écrasé par la machine ?

Qui n'éprouverait pas un sentiment de colère et de rage devant ces centaines de milliers d'élèves qui ont cru en l'école et auxquels nous avons menti, ceux qui sont systématiquement orientés vers les métiers les moins valorisants, ceux qui sont systématiquement écartés des métiers les plus gratifiants, devant la façon dont on dévalorise et infantilise le métier de professeur. Mais l'heure n'est pas à la mélancolie. J'ai la chance de pouvoir encore enseigner le grec et le latin en allant chercher mes élèves dans les collèges, de pouvoir poser un texte de Villon ou de Céline devant les yeux d'une classe, et lui dire : nous avons deux heures pour l'étudier, de m'occuper d'une association qui accueille maintenant chaque soir plus de 150 enfants, pour les aider à travailler et reprendre tout ce qui n'a pas été compris. Alors, il n'est pas question de désertir le terrain, nous devons continuer à nous battre. Pour ces familles, ces enfants, et pour tous ceux qui ont contribué à faire la richesse et la générosité de ce pays. Ce n'était pas vraiment le contrat passé avec eux. Nous allons passer par profits et pertes tous vos combats et tous vos sacrifices parce que nous voulons aller vers un « futur désirable ».

Constatez-vous de manière concrète l'effet de la beauté des textes ?

Ces textes, ces auteurs, qu'il s'agisse de La Bruyère, Homère ou Sénèque, parlent aux élèves, aux lycéens en tout cas ; ils ne leur semblent en aucun cas surannés. Même s'il faut prendre le temps de les leur faire comprendre. Ces textes sont notre richesse, notre force. D'aucuns ont du pétrole dans leur sous-sol, nous nous avons des textes et des auteurs. Alors n'incendions pas nos puits de pétrole !

Le modèle que l'on retrouve, à travers Camus et Pagnol, du bon élève de milieu modeste que l'on envoie faire de bonnes études et qui réussit au mérite, a-t-il disparu ?

Oui, on peut le dire. Aujourd'hui, le bon élève n'est plus celui qui connaît bien sa leçon, qui connaît bien un auteur, c'est celui qui en parle bien, celui qui maîtrise les codes, celui qui est habile. Nous mettons des mentions très bien à des élèves qui font plus de trente fautes de français dans leur copie. La définition du bon élève change d'un établissement à un autre. Pour autant, nous devons plus que jamais garder cette ambition de faire émerger des figures semblables à celles de Pagnol ou Camus, des personnalités qui viennent de loin, qui ne doivent leur réussite qu'à leur talent et à leur école. La société française en a besoin. Elle étouffe aujourd'hui comme une société d'Ancien Régime aux abois, devant cette espèce de caste au talent et à la compétence limités, qui s'accapare la totalité des bonnes places.

■ PROPOS RECUEILLIS PAR VINCENT TRÉMOLET DE VILLERS

Un petit fonctionnaire, d'Augustin d'Humières.
Grasset, 144 p., 15 €. En librairie le 12 avril.



Qui connaît l'aspirant André Zirnheld, mort pour la France le 27 juillet 1942 à 29 ans, sous l'uniforme des SAS de la France libre, et auteur de *La Prière du para* ? Cette prière figure dans le prologue d'un essai politique en forme de stèle élevée au courage. Il s'intitule *Pour quoi serions nous encore prêts à mourir ?* Il est signé non par un soldat, mais par une philosophe et historienne venue de gauche. Or cet essai, elle le dédie « aux jeunes soldats, garçons et filles, de l'armée de la République pour leur courage et leur dévouement, et que la France honore si mal ».

Elle s'appelle Alexandra Laignel-Lavastine. Elle avait publié en 2015 un essai précurseur, *La Pensée égurée*, qui décrivait

La guerre nous était devenue étrangère ; les islamistes nous ont donné rendez-vous avec nous-mêmes

dans quel état de délabrement intellectuel et moral nous étions face à l'islamisme. Elle revient ici, avec une énergie redoublée, sur le nécessaire réarmement dont nous avons besoin pour vaincre le djihadisme.

Et elle explique en quoi c'est la figure du combattant qui réunit les vertus qu'il faut lui opposer. « *Le soldat est toujours un appelé* », écrit-elle dans une phrase que l'on dirait tout droit extraite de la Bible : parce qu'il est le « sacré incarné », ce sur quoi repose une civilisation – le sens du tragique, du sacrifice, du don de soi, du

dépassement, du collectif. La guerre nous était devenue étrangère ; « *les islamistes nous ont donné rendez-vous avec nous-mêmes* ». Car l'ennemi, ce parti de la lâcheté, du déni, de l'enfouissement du réel, cet ennemi est en nous. C'est lui qu'il faut combattre pour pouvoir vaincre l'autre, celui qui nous « *attaque de face* » quand « *nous tirons sur notre pays dans le dos* ». Notre société y est-elle prête ? Oui. Et c'est en quoi le retour du soldat sur notre sol est un révélateur. Un sondage Ifop (*La Croix* du 14 mars) le confirme. La question était : quelles sont les figures qui incarnent le mieux les valeurs de la République ? En tête : les militaires, à 30 % – deux fois plus que les enseignants (17 %), les policiers (15 %) ou les juges (14 %), six fois plus que les politiques (5 %) ou les journalistes (4 %) ! Le soldat contre les « élites ». Un sujet vieux comme le monde, mais dont personne ne parle.

* Editions du Cerf, 160 p., 14 €.